

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2006



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger / Secrétariat du Comité

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU NIGER AU TITRE DE L'ANNEE 2006

Décembre 2007

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>AVANT-PROPOS</u>	3
<u>INTRODUCTION</u>	5
<u>I - BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS</u>	7
1 - Evolution de la balance commerciale	8
1.1 - Exportations de biens	9
1.2 - Exportations par principaux produits	10
1.3 - Importations	14
2 - Balance des services	17
2.1 - Transports	17
2.2 - Voyages	17
2.3 - Autres services	18
3 - Revenus nets	18
4 - Transferts courants	19
<u>II - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	20
1 - Compte de capital	20
2 - Balance des opérations financières	20
<u>III - EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES</u>	22
1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale	22
2 - Avoirs et engagements extérieurs des banques et autres institutions monétaires	23
<u>IV - POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2006</u>	23
<u>V - TABLEAU DE CONCORDANCE DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	24
<u>VI - CONCLUSION</u>	26
<u>VI - ANNEXES : BALANCE DES PAIEMENTS</u>	27

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et validée par le Comité National de la Balance des Paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles, pour les besoins internes de la BCEAO et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devienne définitive et diffusée.

Le Comité National de la balance des paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur chargé des Finances Extérieures ou son représentant, du Directeur chargé des Affaires Monétaires et Bancaires ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Directeur chargé du Commerce Extérieur ou son représentant, du Trésorier Payeur Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette extérieure ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur chargé de la Statistique ou son représentant et du Directeur National de la BCEAO ou son représentant. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leur compétence et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI, parue en 1993. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans la note en annexe 10. Les principales sources de données utilisées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;

- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricole et de bétail (SIM-Agricole et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par le Ministère des Mines et de l'Energie ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK et SML) et pétrolière (SONIDEP) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil National des Utilisateurs des Transports (CNUT), de l'Association Nigérienne de Promotion des Exportations (ANIPEX), de la Cellule d'Analyse en Prospective Economique (CAPED), du PNUD, etc.
- des statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2006¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des différentes balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées pour la plupart au manque d'organisation des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'information sur cette publication, le lecteur est prié d'adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire retenue est le FCFA.

INTRODUCTION

L'activité économique internationale a été caractérisée par une croissance relativement forte en 2006, en dépit des niveaux particulièrement élevés des cours du pétrole brut. Cette performance a été impulsée par la vigueur de la demande intérieure aux Etats-Unis et dans les principaux pays industrialisés d'Europe ainsi que par le dynamisme des économies émergentes, en particulier des pays membres du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). En effet, selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait à 5,1% en 2006, après 4,8% en 2005. En Afrique Subsaharienne, celui-ci atteindrait 5,2% en 2006, en liaison notamment avec les effets positifs de la hausse des cours du pétrole brut et des métaux. Malgré le dynamisme de l'environnement économique international et régional, l'activité économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a enregistré une décélération en s'établissant à 3,6% en 2006 contre 4,3% en 2005. Cette contre-performance est attribuable notamment à l'évolution peu favorable des cours des matières premières, aux lenteurs observées dans la mise en œuvre des réformes économiques ainsi qu'à l'impact de l'épidémie de grippe aviaire et l'environnement socio-politique tendu dans certains pays. L'inflation a cependant été modérée avec un taux moyen annuel de 2,3% en 2006 contre 3,9% en 2005.

Au plan national, le rythme de l'activité économique, quoiqu'en décélération, était resté soutenu, avec un taux de croissance réel de 5,1% en 2006, contre 7,4% en 2005 et -0,8% en 2004. Cette vigueur de l'économie nationale a été stimulée par les bons résultats de la campagne agricole 2005/2006 et le dynamisme des autres secteurs. En outre, l'intensification des investissements dans le secteur de l'irrigation et la promotion du tourisme et de l'artisanat a constitué un atout majeur dans la consolidation de la croissance. Le taux d'inflation était ressorti à 0,1% en moyenne annuelle contre 7,8% en 2005, en liaison avec l'évolution favorable des prix des produits alimentaires, qui a plus que compensé la hausse des prix des hydrocarbures provoquée par la flambée du cours du pétrole brut sur la marché international.

Sur le plan des finances publiques, l'exécution du budget 2006 de l'Etat a été influencée par le rythme de mobilisation des appuis financiers extérieurs et par la mise en œuvre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), qui a permis au Niger de bénéficier d'une annulation de sa dette envers le FMI, la Banque mondiale (IDA) et la Banque Africaine de Développement (FAD), à hauteur de 784,3 milliards. Les statistiques à fin décembre indiquent des recettes budgétaires totales de 218,0 milliards, en progression de 15,3% en 2006, et des dépenses totales et prêts nets de 343,8 milliards, en augmentation de 9,1% par rapport à l'année 2005. Il en est résulté une quasi-stagnation du déficit global, base engagements, qui est ressorti à 125,8 milliards en 2006 contre 126,1 milliards en 2005.

Outre la flambée du cours international du pétrole, qui a alourdi la facture pétrolière, l'environnement socio-économique national a été marqué en 2006 par la sortie de situation de crise alimentaire de 2005, avec de moindres importations de produits alimentaires, en particulier des céréales, l'intensification de la lutte contre la pauvreté et la poursuite de la mise en œuvre du programme triennal appuyé par les Institutions financières internationales. L'année 2006 demeure également caractérisée par une baisse de la production et des exportations minières, attribuable au secteur aurifère, dans un contexte de demande mondiale vigoureuse.

Au plan de la monnaie et du crédit, l'évolution des agrégats monétaires au cours de l'année 2006 indique un raffermissement des avoirs extérieurs nets, une réduction des crédits intérieurs et une expansion de la masse monétaire. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 163,7 milliards en décembre 2006, soit une augmentation de 88,0 milliards par rapport à décembre 2005, induite par la prise en compte de l'annulation de la dette du Niger vis-à-vis du FMI ainsi que le rapatriement des recettes d'exportations et d'appuis financiers extérieurs. En ce qui concerne les crédits intérieurs, un repli de 21,0% a été constaté, à la suite

d'une amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 78,7 milliards, qui a plus que compensé la forte progression des crédits à l'économie de 31,7%. Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 288,9 milliards à fin décembre 2006, affichant une expansion de 16,2% localisée à la fois au niveau de la circulation fiduciaire et des dépôts en banque.

Dans le contexte décrit ci-dessus, la balance des paiements du Niger a enregistré un excédent de 87,3 milliards en 2006 contre un excédent de 12,4 milliards l'année précédente. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements
(Montants en millions de F.CFA)²

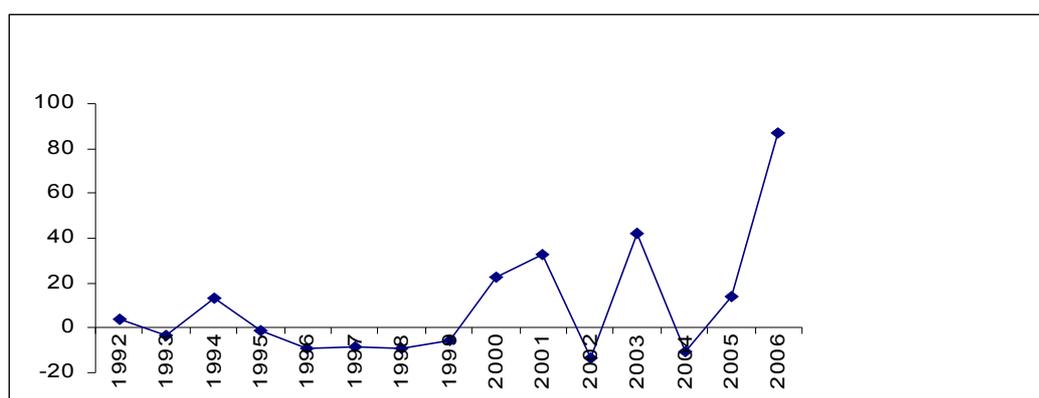
Année	Soldes
2000	22.734
2001	32.731
2002	-13.420
2003	-33.379
2003 ajustée	42.471
2004	-10.305
2005	12.400
2006	87.283

Source : BCEAO

Pour la deuxième année consécutive, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire, évolution analogue au cours de la période 2000-2001.

L'évolution à long terme du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs exogènes internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, mais aussi externes, liés à l'environnement international, qu'il s'agisse de la hausse des prix du pétrole sur le marché international ou de conditions favorables telle l'annulation de la dette extérieure (initiatives PPTE, IADM ect...).

Grafiqne 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 1992 et 2006



Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2005 et 2006.

² Dans tout le document, le point (.) est utilisé comme séparateur de milliers.

I. BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2006 sont présentés en annexes 1 et 2. Il ressort que le solde déficitaire de la balance courante s'est stabilisé, en passant de -164.312 millions en 2005 à -164.045 millions en 2006, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une amélioration du déficit de la balance commerciale de 28.294 millions, provenant d'une baisse des importations de 14.586 millions ou 3,6% et d'une hausse des exportations de 13.708 millions. La baisse des importations reflète la sortie de la situation de crise alimentaire de 2005 qui a entraîné une hausse des importations de produits alimentaires, en particulier celles des céréales, mais également celles des produits pétroliers et de biens d'équipement en raison de l'organisation des 5^{ème} Jeux de la Francophonie. La hausse des exportations (+5,4%) qui a accompagné cette dynamique masque cependant une baisse des exportations des produits miniers (-8.873 millions ou -7,9%), atténuée par une hausse des exportations des produits agropastoraux (+7.958 millions ou 9,5%).

Nonobstant la baisse du volume des importations, la balance des services s'est détériorée de 23.260 millions, attribuable aux services de transport, principalement à sa composante principale, le fret (+6.042 millions), en liaison avec le renchérissement du prix international du baril de pétrole, et aux autres services. La détérioration de la balance des autres services est imputable aux postes « divers services aux entreprises » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ». L'évolution du poste divers services aux entreprises (-7.423 millions) s'est ressentie principalement du dynamisme du secteur minier dont l'installation de plusieurs entreprises dans le secteur a nécessité divers services, évalués à 5.708 millions contre 609 millions en 2005. Quant à la dégradation du poste des services personnels et culturels (-3.259 millions), elle est due aux activités culturelles et de loisirs des grandes écoles installées au Niger, en particulier l'Ecole Africaine et Malgache de l'Aviation Civile (EAMAC).

L'amélioration des revenus nets, qui passent de -5.012 millions à +634 millions entre 2005 et 2006 et la détérioration relative des transferts courants nets de 10.413 millions ou 10,9% ont permis de contenir la détérioration du solde des transactions courantes.

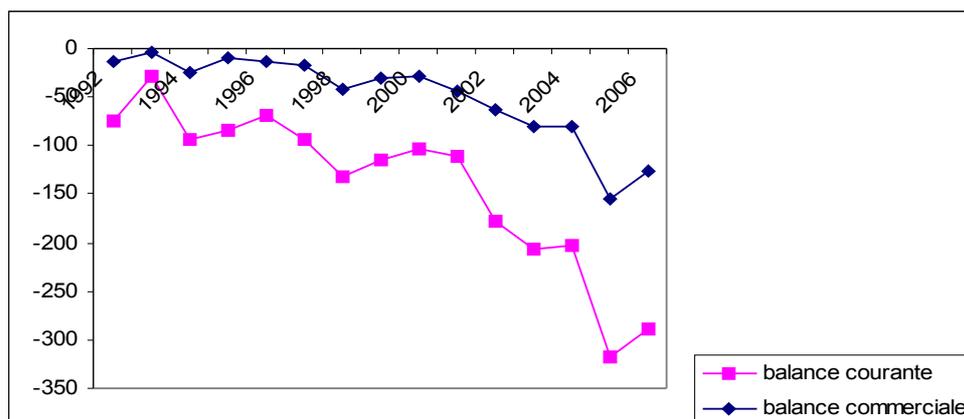
Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est amélioré de 0,6 point de pourcentage pour ressortir à -8,8% en 2006 contre -9,4% en 2005, tandis que celui du déficit courant, hors transferts officiels, enregistre une amélioration de 4,1 points de pourcentage pour s'établir à -7,8% en 2006.

Tableau 2 : Evolution des balances intermédiaires entre 2002 et 2006
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Biens	-63.930	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668
<i>dont : marchandises générales</i>	-57.508	-72.890	-86.781	-185.514	-156.894
Services Nets	-70.885	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432
Revenus Nets	-16.871	-15.186	-6.810	-5.012	634
Transferts courants Nets	36.801	42.608	54.877	95.834	85.421
Balance des paiements courants (BPC)	-114.885	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045
PIB nominal	1.439.531	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459
BPC / PIB (en %)	-8,0	-8,6	-8,0	-9,4	-8,8%
BPC, hors dons / PIB (en %)	-9,9	-10,9	-10,9	-11,9	-7,8%

Source : BCEAO

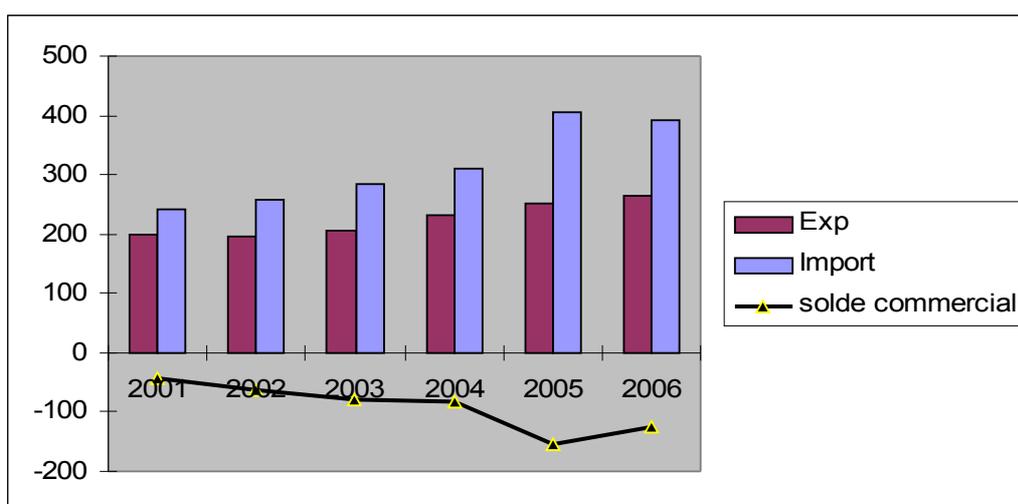
Sur une longue période, les soldes de la balance commerciale et de la balance des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-après.

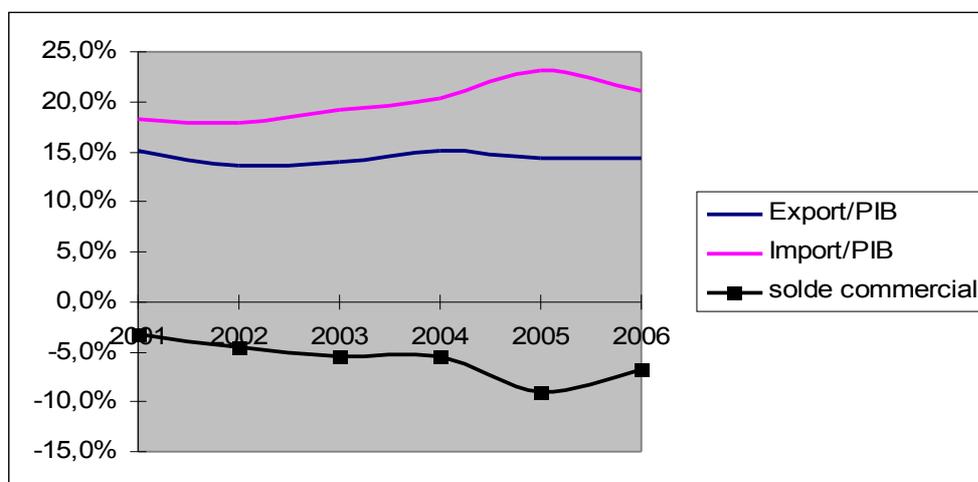
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance commerciale et de la balance courante

1. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial, entamé depuis 2001, a été ralentie en 2006. Le déficit de la balance commerciale, qui était de 43.088 millions en 2001, 80.840 millions en 2004, 153.962 millions en 2005, a reculé à 125.668 millions en 2006. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, reflète la même tendance en passant de 9,1% en 2005 à 6,7% en 2006.

La baisse du déficit commercial entre 2005 et 2006 résulte d'une baisse des importations (-14.586 millions) conjuguée à la hausse des exportations (+13.708 millions). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 67,9%, en hausse de 5,8 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2005. Les graphiques 3.1 et 3.2 ci-après présentent l'évolution récente de la balance commerciale.

Graphique 3.1 : Evolution du solde de la balance commerciale entre 2001 et 2006

Graphique 3.2 : Evolution du ratio de la balance commerciale rapportée au PIB entre 2001 et 2006

1.1. Exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 265.608 millions contre 251.900 millions en 2005, soit une hausse de 13,7% provenant de la rubrique des marchandises générales (+20.852 millions), notamment des produits agropastoraux en liaison avec les bons résultats de la campagne agricole 2005/2006, et de l'avitaillement (+2.828 millions). Ces performances sont toutefois atténuées par la mauvaise tenue de la rubrique « autres biens » et particulièrement l'or non monétaire, qui a accusé un repli de 9.965 millions. Les exportations totales de cette catégorie de biens, constituée essentiellement des achats de carburants par les compagnies aériennes étrangères en escale à l'Aéroport International Diori Hamani (AIDH) de Niamey, et des expéditions d'or, sont ressorties à 35.367 millions contre 42.511 millions en 2005.

Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Marchandises générales	193.100	200.824	214.182	209.389	230.241
Biens exportés pour transformation					
Réparations de biens		9	7	7	
Avitaillement (*)	1.669	3.648	5.771	8.265	11.093
Or non monétaire			10.751	34.239	24.274
TOTAL DES EXPORTATIONS	194.769	204.481	230.711	251.900	265.608
PIB nominal	1.439.531	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459
Ratio des exportations / PIB	13,5%	13,9%	15,1%	14,4%	14,3%

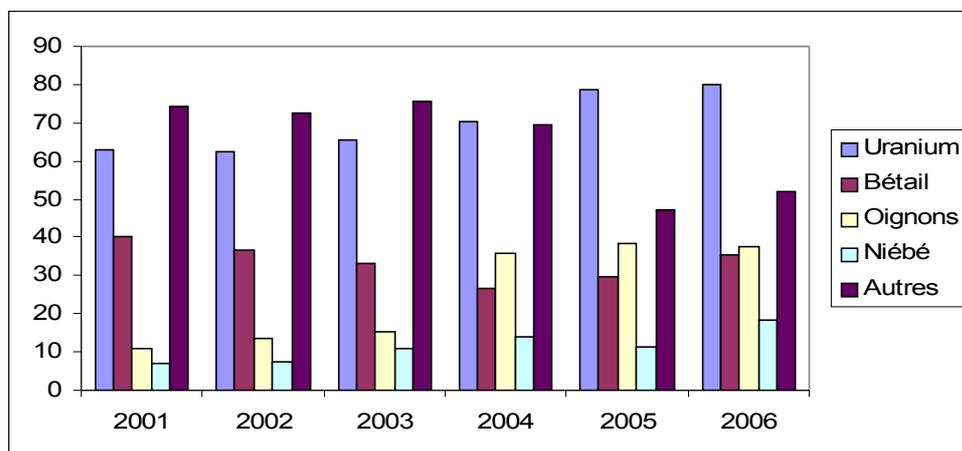
Source : BCEAO

(*) Une correction a été apportée au poste « avitaillement » en 2004, qui enregistre 5,8 milliards au lieu de 3,8 milliards initialement inscrit dans la balance des paiements au titre de l'année 2004.

1.2. Exportations par principaux produits

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2001 est retracée à l'annexe 4 et dans le graphique 4 ci-après.

Graphique 4 : Evolution des exportations en valeur par principaux produits



1.2.1. Uranium

Les exportations ont marqué une baisse en 2006, freinant la nette progression entamée depuis 2003. En effet, après une hausse de 5,4% en 2003, le volume exporté s'est accru de 7,1% en 2004, de 1,8% en 2005, puis a fortement baissé de 7,1% en 2006. Cette évolution, imputable à la baisse de la teneur en minerai de l'uranium, coïncide avec la fin de vie des principales mines exploitées par les sociétés minières, COMINAK et SOMAIR. Elle intervient dans un contexte de forte croissance de la demande mondiale de ce minerai, justifiée par l'épuisement des stocks et le regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire dans les pays industrialisés. La vigueur du marché de l'uranium est exacerbée par l'envolée des cours du pétrole brut. Avec la concession de permis miniers par le Niger à plusieurs entreprises internationales, chinoises, canadiennes, russes et indiennes, opérant dans ce secteur, il est attendu à court terme la reprise de la production et des exportations de ce minerai. Dans cet environnement favorable, le prix international du minerai continue sa remontée, amorcé depuis 2003. En 2006, il s'est fixé en moyenne à 49,3 \$ la livre contre 28,5 \$ la livre³ en 2005, soit une hausse de 73%.

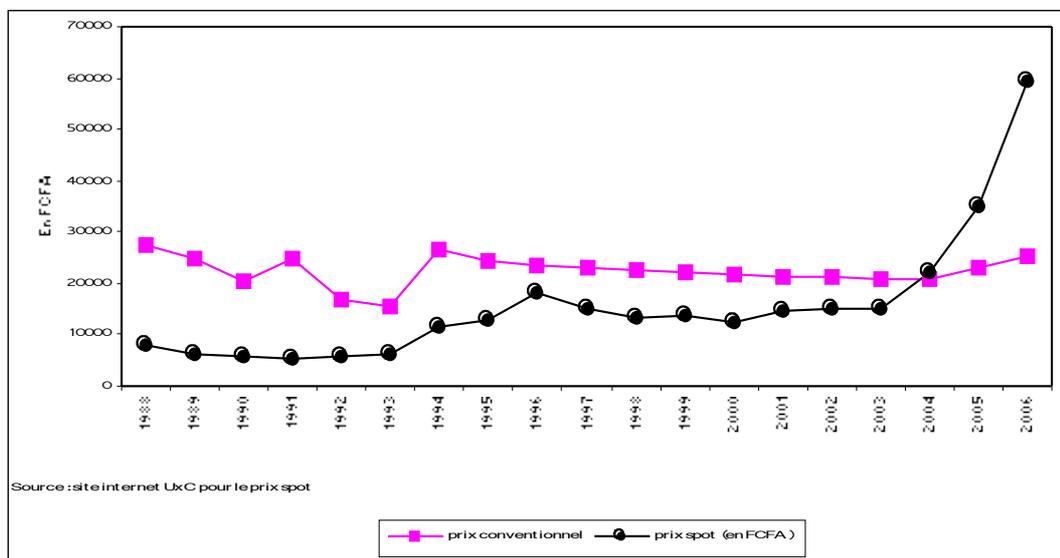
S'agissant de la fixation du prix du kilogramme d'uranium nigérien, par convention entre l'Etat et les partenaires miniers, elle s'inscrit dans cette dynamique mondiale. En effet, depuis 2005, il a été retenu le principe d'une augmentation de 10% sur trois ans sur la base du prix arrêté en 2004 qui était de 21.000 FCFA le kilogramme. Sur cette base, le prix conventionnel a été fixé en 2006 à 25.200 FCFA le kilogramme. Toutefois, l'année 2006 a marqué la fin de cette période de hausse projetée. A partir de l'année 2007, une nouvelle convention fixant le prix du kilogramme d'uranium nigérien devrait être signée entre l'Etat du Niger et les partenaires miniers, principalement la société AREVA qui exploite ce minerai par l'intermédiaire de la COMINAK et la SOMAIR. Ces futures négociations devraient tenir compte de l'envolée du cours sur le marché spot, comme l'indique le graphique 5 ci-après, même si 15% seulement des transactions s'effectuent sur ce marché⁴.

³ 1 livre (lb) équivaut à 453,592 grammes.

⁴ Environ 85% du marché de l'uranium se négocie à long terme, avec des contrats de 2 à 10 ans.

En liaison avec ces évolutions, la valeur des exportations d'uranium s'est établie à 79.632 millions contre 78.540 millions en 2005, soit une hausse de 1.090 millions ou 1,4%, reflétant essentiellement l'augmentation du prix (+10,0%).

Graphique 5 : Evolution des prix du kilogramme d'uranium (en FCFA le kg) sur le marché spot en 2006



1.2.2. Or

L'or, traditionnellement analysé dans le poste « autres exportations », a fait l'objet d'une attention particulière en raison de son importance dans le total des exportations. Les exportations d'or sont toutefois ressorties en baisse de 29,1% en liaison avec le repli de la production tant industrielle que celle issue de l'orpaillage. Concernant l'or industriel, il est passé de 2960,7 kg en 2005 à 1518 kg en 2006, soit une baisse de 48,7% due essentiellement à une panne technique qui a entraîné un arrêt de la production entre juin et août 2006. Pour l'or provenant de l'activité de l'orpaillage, les exportations sont ressorties à 1091,3 kg, en repli de 44,3%. Quant aux prix, la production industrielle est valorisée à 315.758 FCFA l'once (prix communiqué par la Direction des Etudes de la BCEAO) contre 235.118 FCFA l'once en 2005, soit une hausse de 34,3%. Pour la production artisanale, il s'agit du prix sus-indiqué minoré de 20% pour tenir compte de la différence de teneur entre les deux qualités de minerai.

1.2.3. Bétail

Les exportations de bétail ont augmenté en 2006. Les quantités exportées se sont ainsi inscrites en hausse de 26,9%. En valeur, elles s'établissent à 35.507 millions en 2006 contre 31.796 millions l'année précédente. Cette hausse de la valeur des exportations, moins forte que celle des quantités, traduit la baisse des prix à l'exportation, en liaison avec l'importance de l'offre.

1.2.4. Oignons

La production d'oignon a fortement baissé en dépit de la bonne pluviométrie enregistrée en 2006 et malgré l'effort de développement des cultures irriguées, à travers le Projet de Promotion de l'Irrigation Phase II (PIP II) dans les zones de grande production. Les quantités exportées en 2006 ont enregistré une baisse de 9,4% pour ressortir à 75.415 tonnes contre

83.205 tonnes en 2005. Quant au prix à l'exportation, il est ressorti à 500 FCFA /kg contre 462 FCFA/kg en 2005. Il a été estimé par majoration du prix moyen annuel communiqué par le Système d'Informations sur les Marchés Agricoles (SIMA), pour prendre en compte des coûts liés à l'acheminement jusqu'à la frontière du pays et de la marge bénéficiaire des opérateurs.

La valeur totale des exportations d'oignons est estimée à 37.708 millions contre 38.441 millions l'année précédente, soit une baisse de 1,9%.

1.2.5. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Son estimation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles, en raison d'un important commerce transfrontalier sur ce produit, mais aussi de la fraude douanière. En outre, l'estimation du commerce non contrôlé sur ce produit est confrontée à l'absence d'informations sur la part consommée de la production nationale, en l'absence d'enquêtes régulières sur les habitudes de consommation des ménages. Au vu de ces difficultés, il est appliqué un coefficient de redressement de 9% en 2006, contre 8,3% en 2005, sur la production de niébé de l'année écoulée, afin d'obtenir les exportations de l'année 2006. S'agissant de la production, elle est passée de 484.000 tonnes en 2005 à 586.100 tonnes en 2006, soit une hausse de 21,1%. Les quantités exportées sont ainsi ressorties à 52.749 tonnes contre 28.477 tonnes en 2005.

En valeur, les exportations de niébé ont atteint 18.462 millions contre 13.472 millions en 2005.

1.2.6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations, de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales).

L'annexe 5 présente l'évolution des exportations de marchandises par principaux produits, telle qu'elle ressort des statistiques officielles, et des ajustements opérés. Il en ressort une hausse des exportations ajustées.

Quant au ratio du service de la dette brut sur les exportations, il est passé de 10,8% à 4,6% entre 2005 et 2006, sous l'effet d'une baisse du service de la dette.

Tableau 5 : Evolution du Service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
1. Exportations totales ajustées	194.769	204.481	230.711	209.389	230.241
2. Service de la dette brut *	67.400	54.679	36.909	22.600	10.539
Service de la dette/Exportations Ajustées	34,6%	26,7%	16,0%	10,8%	4,6%

*Service de la dette extérieure = principal + intérêts

Le tableau 6 ci-après retrace les exportations de marchandises selon les pays de destination.

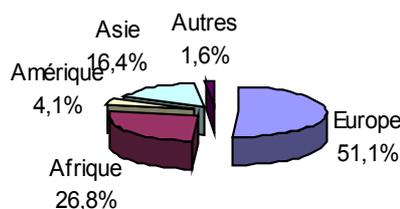
Tableau 6 : Destination des exportations non ajustées (commerce général) du Niger

Destination	2005	2006	2005	2006
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	100.414	87.151	54,90%	51,13%
Union Européenne dont :	66.454	70.216	36,33%	41,20%
. France	56.571	59.877	30,93%	35,13%
. Espagne	5.296	4.293	2,90%	2,52%
. Allemagne	11	1.484	0,01%	0,87%
Suisse	33.960	16.935	18,57%	9,94%
AFRIQUE	51.967	45.620	28,41%	26,77%
UEMOA dont :	14.320	11.176	7,83%	6,56%
. Côte d'Ivoire	4.507	3.935	2,46%	2,31%
. Bénin	3.427	3.283	1,87%	1,93%
. Togo	4.463	2.700	2,44%	1,58%
. Burkina	1.093	1.063	0,60%	0,62%
. Mali	606	170	0,33%	0,10%
. Sénégal	12	25	0,01%	0,01%
. Guinée Bissau	212	0	0,12%	0%
Nigeria	26.165	25.412	14,31%	14,91%
Ghana	7.136	7.547	3,90%	4,43%
Autres	4.347	1.485	2,38%	0,87%
AMERIQUE	5.710	7.040	3,12%	4,13%
USA	5.628	5.782	3,08%	3,39%
Canada	58	220	0,03%	0,13%
Autres	23	1.038	0,01%	0,61%
ASIE dont	22.685	27.928	12,40%	16,39%
Japon	21.596	23.305	11,81%	13,67%
AUTRES PAYS	2.127	2.707	1,16%	1,58%
TOTAL	182.903	170.446	100,00%	100,00%

Source: Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO, données provisoires à fin, octobre 2007

L'analyse des données du tableau 6 fait ressortir une baisse des exportations à destination de l'Europe qui demeure néanmoins le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 51,1% de ses ventes en 2006. Toutefois, la part de l'Union Européenne est ressortie en hausse de 4,9%. Cette évolution reflète essentiellement le poids de la France, principal client des sociétés minières, COMINAK et SOMAIR. La baisse des exportations d'or en direction de la Suisse explique la baisse du poids du continent européen.

Graphique 6: Répartition des exportations par zone géographique en 2006



L'Afrique, tout en conservant sa deuxième place de partenaire à l'exportation, a aussi enregistré une baisse de son poids relatif de 1,6 point de pourcentage à 26,8% en 2006.

Le Nigeria, habituellement classé deuxième client après la France, principal débouché pour le bétail et le niébé, supplanté en 2005 par la Suisse, a repris sa place à la faveur de la baisse des exportations d'or vers ce pays. Sa part passe ainsi de 14,3% à 14,9% entre 2005 et 2006.

Pour ce qui concerne les pays membres de l'UEMOA, les données ont été ajustées des asymétries⁵ relevées entre les différents pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 6,6% des exportations en 2006 contre 7,8% en 2005. Les produits exportés vers ces pays sont principalement les oignons et le bétail, notamment à destination de la Côte d'Ivoire et du Bénin. La crise ivoirienne, débutée en 2001-2002, a toutefois engendré un mouvement de réorientation du circuit des exportations en Afrique de l'Ouest, en faveur du Ghana, qui voit sa part passer de 3,9% à 4,4% entre 2005 et 2006.

Les exportations à destination de l'Asie enregistrent une hausse relative de 4 points de pourcentage. Elles sont constituées essentiellement des ventes d'uranium vers le Japon. Celles-ci ont gagné 1,9 point entre 2005 et 2006.

1.3. Importations

Le tableau 7 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements.

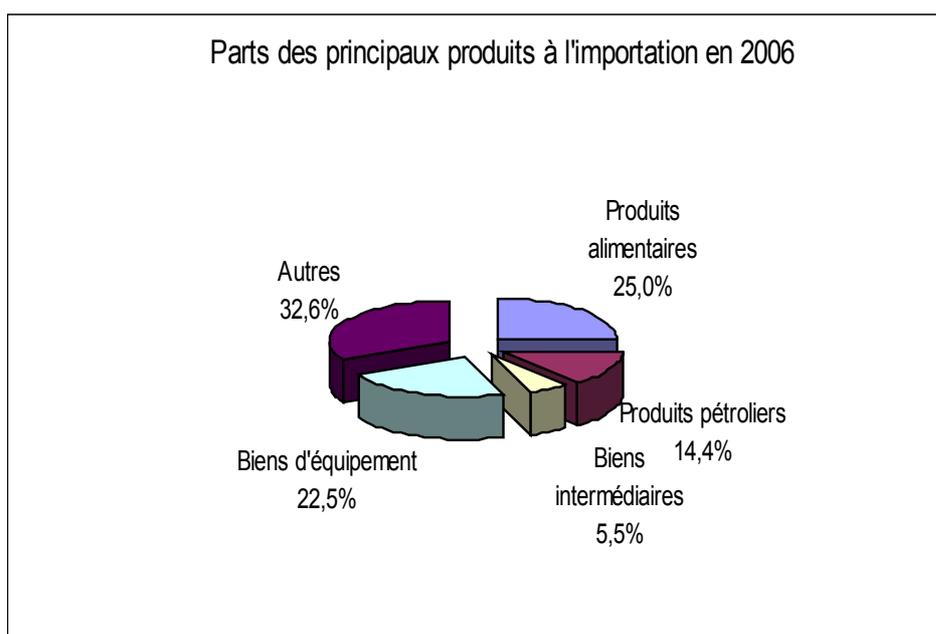
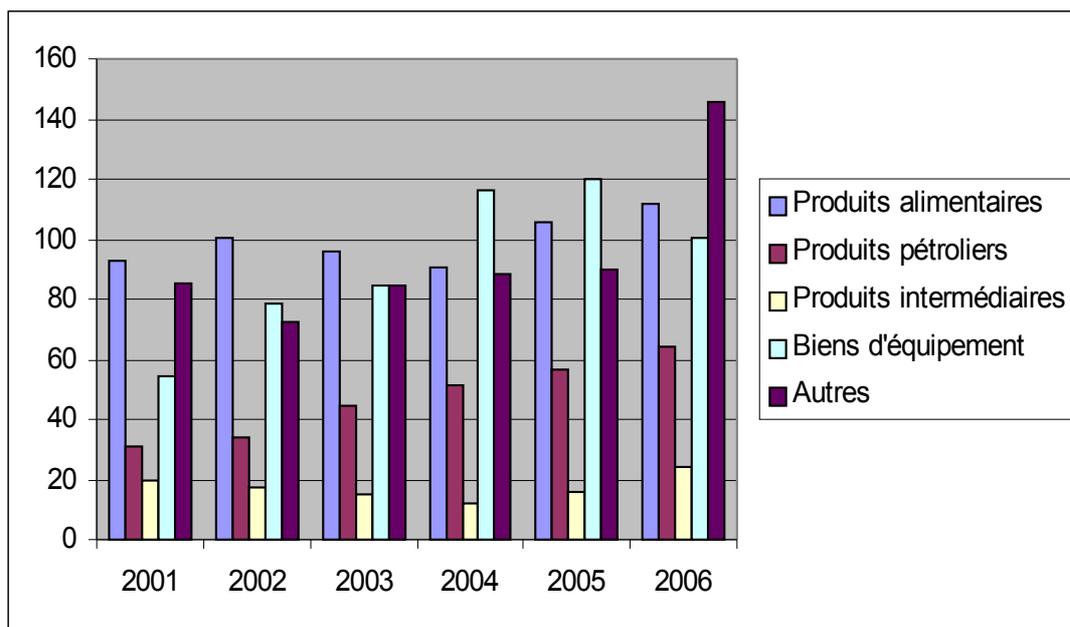
Tableau 7 : Evolution des importations FOB de biens
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Marchandises générales	250.608	273.714	302.963	394.903	387.135
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	482	626	432	497	406
Avitaillement	7.524	9.480	8.156	10.462	3.735
Or non monétaire	85	83	-	-	-
Total importations fob de biens	258.699	283.903	311.551	405.862	391.276
PIB nominal	1.439.531	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459
Importations fob de biens /PIB	18,0%	19,3%	20,4%	23,1%	21,0%

Source: Calculs effectués par la BCEAO à partir des données de l'INS et des résultats d'enquêtes.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 7 ci-après à partir des données de l'annexe 6.

⁵ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intraUEMOA. La première réunion de cette Cellule, en octobre 2007, a permis de réconcilier les données de l'année 2006 qui ont été ensuite utilisées pour la confection de la balances des paiements 2006 de chaque pays membre de l'Union.

Graphique 7 : Evolution des importations par grands groupes de produits

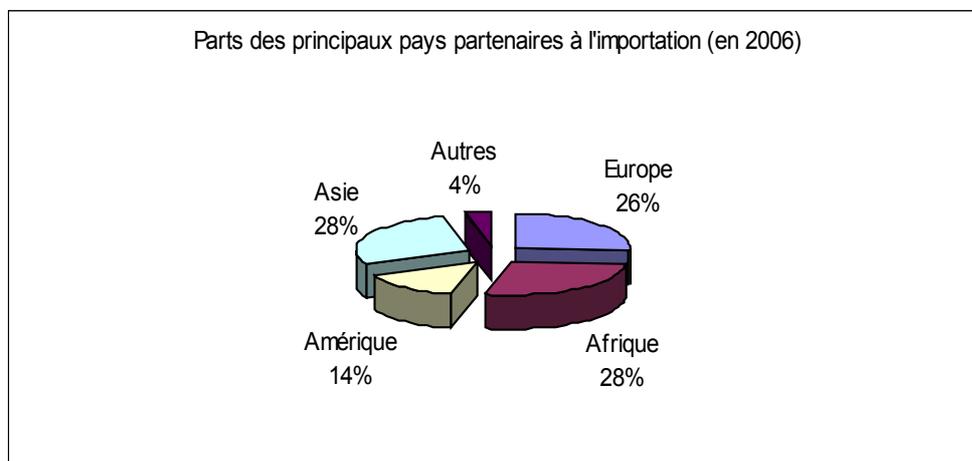
La décomposition de ces groupes de produits (annexes 6 et 7) a permis de faire ressortir en détail l'évolution des principaux produits importés au Niger, notamment les céréales, les oléagineux, les produits pétroliers, etc. Les produits alimentaires constituent le groupe prédominant, surtout les céréales. Le Niger a importé en 2006 une quantité de 260 milliers de tonnes de céréales contre 427 milliers de tonnes en 2005, soit une baisse de 39,1%.

La ventilation des importations par pays d'origine, présentée dans le tableau 8 ci-après, fait apparaître une augmentation des importations en provenance de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie, contre une baisse de celles provenant de l'Afrique.

Tableau 8 : Orientation géographique des importations sur la base des statistiques officielles

Pays de provenance	2005	2006	2005	2006
	Montants en millions de FCFA		Parts relatives en %	
EUROPE	96.771	116.528	24,90%	26,14%
Union Européenne dont :	91.801	112.086	23,62%	25,14%
. France	61.087	67.574	15,72%	15,16%
. Royaume-Uni	3.901	5.263	1,00%	1,18%
. Allemagne	5.710	6.320	1,47%	1,42%
. Pays-Bas	3.825	8.283	0,98%	1,86%
. Espagne	2.246	1.771	0,58%	0,40%
. Italie	4.786	4.360	1,23%	0,98%
Autres pays d'Europe	4.970	4.442	1,28%	1,00%
AFRIQUE	138.544	123.953	35,65%	27,81%
UEMOA dont :	83.176	69.650	21,4%	15,62%
. Côte d'Ivoire	35.239	30.097	9,07%	6,75%
. Bénin	19.777	18.981	5,01%	4,26%
. Togo	19.532	12.788	5,03%	2,87%
. Burkina Faso	5.520	4.145	1,42%	0,93%
. Sénégal	2.608	2.931	0,67%	0,66%
. Mali	500	708	0,13%	0,16%
Nigéria	21.187	27.164	5,45%	6,09%
Ghana	6.982	7.646	1,80%	1,72%
Autres pays d'Afrique	27.158	19.493	6,99%	4,48%
AMERIQUE dont	39.037	63.706	10,05%	14,29%
USA	20.874	44.817	5,37%	10,05%
Canada	936	1.168	0,24%	0,26%
Autres	17.227	17.721	4,43%	3,98%
ASIE dont	105.040	123.893	27,03%	27,79%
Japon	12.031	16.919	3,10%	3,80%
Pakistan	15.453	8.526	3,98%	1,91%
Rép. Pop. Chine	21.203	55.740	5,46%	12,50%
Inde	15.118	20.595	3,89%	4,62%
Arabie Saoudite	420	711	0,11%	0,16%
Thaïlande	13.306	3.556	3,42%	0,80%
Autres	1.794	17.846	0,46%	4,00%
AUTRES PAYS	9.228	17.712	2,37%	3,97%
TOTAL	388.620	445.792	100,00%	100,00%

Source : INS, données provisoires à fin octobre 2007.



Les importations en provenance d'Europe, constituées de produits pharmaceutiques, de biens alimentaires comme le sucre et la farine, de machines et appareils mécaniques et de matériels de transport, sont ressorties à 116.528 millions, en hausse de 20,4% par rapport à 2005. La France demeure le premier pays partenaire du Niger, qui lui a fourni 15,2% de ses importations, en baisse de 0,5 point de pourcentage.

La part des importations en provenance d'Asie a connu une hausse relativement faible de 0,8%, en raison de la baisse des importations de céréales, notamment du riz en provenance de ce continent. Toutefois, en valeur absolue, les importations en provenance d'Asie ont augmenté de 18,9 milliards, traduisant l'augmentation des autres importations, ce qui place ce continent, pratiquement à égalité avec l'Afrique, au rang de premier fournisseur du Niger.

S'agissant des pays de l'UEMOA, ils ont satisfait 15,6% de la demande nigérienne contre 21,4% un an plus tôt. Au sein de cet espace, la Côte d'Ivoire continue d'être le premier partenaire à l'importation, malgré la situation de crise qui prévaut dans ce pays. Les importations en provenance de ce pays ont cependant baissé, passant de 35.239 millions à 30.090 millions entre 2005 et 2006.

2. BALANCE DES SERVICES

Les services nets se sont dégradés de 23.260 millions entre 2005 et 2006. Cette situation est imputable aux évolutions du poste « transports », principalement le fret, et les postes « divers services aux entreprises » et « services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ». Le poste « transports », traditionnellement le plus important des services, en raison de l'augmentation continue des importations, a progressé malgré la baisse de celles-ci.

2.1. Transports

En dépit de la stabilité des importations CAF de marchandises (-0,2%), le solde déficitaire des transports s'est dégradé, passant de 108.036 millions en 2005 à 113.908 millions en 2006, en liaison avec la hausse du prix international du baril de pétrole. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont élevées à 108.756 millions, marquant une hausse de 6.042 millions par rapport à l'année 2005.

Tableau 9 : Evolution du poste "transports"
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Transports	-70.153	-75.341	-82.448	-108.036	-113.908
- passagers	-8.143	-9.382	-9.379	- 5.693	-5.434
- Fret	-62.212	-65.996	-73.164	-102.714	-108.756
- Autres	202	37	517	371	282
Importations CAF de marchandises	-314.151	-341.902	-375.654	-497.569	-445.792
FRET/IMPORT. CAF	19,8%	19,3%	19,5%	20,6%	24,4%

Source : BCEAO

2.2. Voyages

Le poste « voyages » a enregistré une baisse de 34,5% pour atteindre 4.432 millions en 2006, imputable à l'évolution du poste « voyage à titre professionnel ». L'évolution de ce poste, constitué principalement des dépenses des travailleurs saisonniers et frontaliers et autres, reflète le niveau élevé atteint en 2005, en raison principalement de la participation des ressortissants étrangers à l'organisation des 5èmes Jeux de la Francophonie.

Tableau 10 : Evolution du poste "voyages"*(Montants en millions de F.CFA)*

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Voyages	+2.164	+3.085	+4.684	+ 6.763	+4.432
- à titre professionnel	+1 482	+2.257	+3.678	+ 5.389	+2.443
- à titre personnel	+ 682	+828	+1.006	+1.374	+1.989

Source : BCEAO

2.3. Autres Services

Le solde de ce poste est ressorti déficitaire de 3.243 millions en 2006 contre un déficit de 210 millions en 2005, soit une détérioration de 3.033 millions. Cette évolution est essentiellement imputable à la hausse des règlements au profit de non-résidents au titre des services d'ingénierie en liaison avec l'installation de plusieurs entreprises dans le secteur minier. La ventilation du solde de ce poste suivant les rubriques de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements a permis de distinguer pour l'année 2006 les services nets payés au titre des assurances, au titre des services de communication et les divers services spécialisés acquis par les entreprises nigériennes à l'extérieur. Le tableau 11 ci-après présente l'évolution détaillée de cette catégorie de services.

Tableau 11. Evolution des autres services*(Montants en millions de F.CFA)*

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
- Services d'assurance	- 1.147	- 1.515	-2.579	- 2.122	-3.226
- Autres services aux entreprises	-2.363	+ 1.663	-3.667	+1.338	-8.702
- Services de communication	+11.310	+ 6.776	+11.258	+ 5.099	+2.928
- Services fournis ou reçus par les administrations publiques	- 7.185	- 6.045	-3.212	+311	+2.492
- Divers	- 3.511	+ 2.324	-10.011	-4.416	-16.581
Autres services :	-2.896	3.203	-8.211	-210	-3.243

Source : BCEAO

3. REVENUS NETS

Les revenus nets versés par le Niger au reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés et des revenus d'investissements ventilés en investissements directs, en intérêts dus au titre de la dette extérieure et en revenus divers émanant des investissements en capital.

Leur solde s'est établi à 634 millions contre -5.012 millions en 2005. Les rémunérations des salariés ont progressé de 4.411 millions en s'établissant à 14.120 millions contre 9.709 millions en 2005, attribuable au secteur des télécommunications, en particulier la téléphonie mobile.

Tableau 12 : Evolution des revenus du travail*(Montants en millions de F.CFA)*

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Total des revenus	-16.871	-15.186	-6.810	- 5.012	634
dont revenus des salaires	6.065	6.995	7.184	9.709	14.120

Source : BCEAO

Le solde des revenus des investissements a enregistré une amélioration de 1.235 millions entre 2005 et 2006, en ressortant à -13.486 millions. Ce résultat est imputable à la hausse de 2.904 millions des revenus des investissements directs, traduisant ainsi une hausse des paiements nets afférents aux engagements extérieurs. Les intérêts de la dette extérieure sont ressortis à 9.354 millions en 2006 contre 9.090 millions en 2005. Quant aux intérêts sur la dette publique, ils ont enregistré une baisse de 15.267 millions, pour s'établir à 2.933 millions en 2006.

L'évolution des intérêts de la dette publique extérieure a fait ressortir un ratio sur le total des revenus d'investissements à 21,7% contre 54,3% en 2005.

Tableau 13 : Evolution des revenus des investissements

(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Total des revenus des investissements	-22.936	-22.181	-13.994	-14.721	-13.486
. Revenus des investissements directs	- 1.864	-5.338	-5.151	-3.800	-6.704
. Intérêts sur la dette extérieure	-21.212	-16.079	-7.683	- 8.000	-2.933
. Autres revenus du capital	140	-764	- 1.471	-596	-1.179
Intérêts de la dette extérieure/ Total des revenus des investissements	92,5%	72,5%	56,1%	54,3%	21,7%

Source : BCEAO

4. TRANSFERTS COURANTS

Le niveau des transferts courants enregistrés en 2006 est ressorti à 85.421 millions, affichant ainsi une baisse de 10.413 millions ou 10,9% en valeur relative par rapport à 2005. Ce résultat reflète essentiellement la baisse des transferts publics (-14.550 millions), en liaison avec la fin de la crise alimentaire de l'année 2005 où les transferts courants publics ont atteint un niveau élevé. Les transferts des autres secteurs (+4.137 millions) sont constitués des transferts privés des travailleurs, des ONG et des institutions des Nations Unies, en particulier le Programme Alimentaire Mondiale (PAM). S'agissant, des aides en espèces et en nature, reçues par les organes officiels de l'Etat, en l'occurrence la Cellule Crise Alimentaire (CCA), elles sont évaluées à 14.061 millions, celles des ONG et des organisations des Nations Unies à 7.351 millions.

Tableau 14 : Evolution des transferts courants

(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
- Transferts courants des Adm. Publ.	28.129	32.867	38.644	58.403	43.853
- Transferts courants des autres secteurs	8.672	9.741	16.233	37.431	41.568
. dont envois de fonds des travailleurs	2.715	2.560	11.224	9.838	11.419
Total des transferts courants	36.801	42.608	54.877	95.834	85.421

Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières s'est situé à 260.730 millions contre 184.991 millions en 2005, avec une progression de 75.739 millions. Cette évolution résulte de l'amélioration du compte de capital qui passe de 99.329 millions à 909.444 millions entre 2005 et 2006, traduisant le niveau élevé d'allègement de dette dans le cadre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) d'un montant total de 784.300 millions FCFA dont 718.400 millions au titre de l'assistance de la Banque mondiale et de la BAD (FAD) et 65.900 millions pour l'assistance du FMI. Cette opération a porté sur le stock de la dette contractée avant le 31 décembre 2004. La décision d'annulation, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2006, exclut du champ les remboursements effectués entre le 31 décembre 2004 et le 5 janvier 2006.

S'agissant du compte d'opérations financières, les investissements directs ont enregistré une évolution positive (+8.630 millions), tandis que les investissements de portefeuille et les autres investissements se sont inscrits en baisse respectivement de 24.037 millions et 628.303 millions. L'évolution défavorable des investissements de portefeuille est imputable aux remboursements de trois émissions de titres de bons du Trésor initiées par le Gouvernement, l'une au titre de la dernière émission de l'année 2005 pour un montant de 12,5 milliards et les deux autres au titre des émissions de l'année 2006 pour un montant de 12,44 milliards. L'évolution défavorable des « autres investissements » traduit principalement l'évolution du poste « amortissements publics » en contrepartie de l'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative IADM.

1. COMPTE DE CAPITAL

Situé à 99.329 millions en 2005, le solde de ce compte s'est établi à 909.444 millions en 2006, soit une hausse de 810.115 millions. Ce mouvement traduit une hausse des transferts reçus par l'administration publique, notamment les dons projets d'un montant de 75.500 millions contre 45.300 millions en 2005, de remises de dettes⁶ (+776.313 millions), et de la cession de permis miniers (+30.400 millions).

Tableau 15 : Evolution du compte de capital
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
- Transferts de capital Adm. Publ.	56.460	51.334	197.671	95.475	871.988
. Remise de dette	10.300	11.500	150.889	18.200	794.513
. Autres transferts	45.760	39.420	46.500	77.103	77.282
- Transferts des autres secteurs	7.972	2.804	5.472	3.854	7.056
Total des transferts de capital	64.432	54.138	203.143	99.329	879.044
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	-45	-74	-	-	30.400
Total compte de capital	64.387	54.064	203.143	99.329	909.444

Source : BCEAO

2. BALANCE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le solde du compte d'opérations financières s'est dégradé de 734.376 millions pour s'établir à -648.714 millions en 2006, imputable essentiellement à l'évolution défavorable des autres investissements, qui passent de 85.662 millions à -648.714 millions en 2006, ainsi qu'il ressort du tableau 16 ci-après. Les investissements directs ont enregistré une progression de 47,1%, pour s'établir à 26.941 millions en 2006, tandis que les investissements de portefeuille ont

⁶ Outre la remise de dettes dans le cadre de l'IADM, l'Etat a bénéficié de remises de dettes d'autres bailleurs de fonds pour un montant de 10.314 millions en 2006.

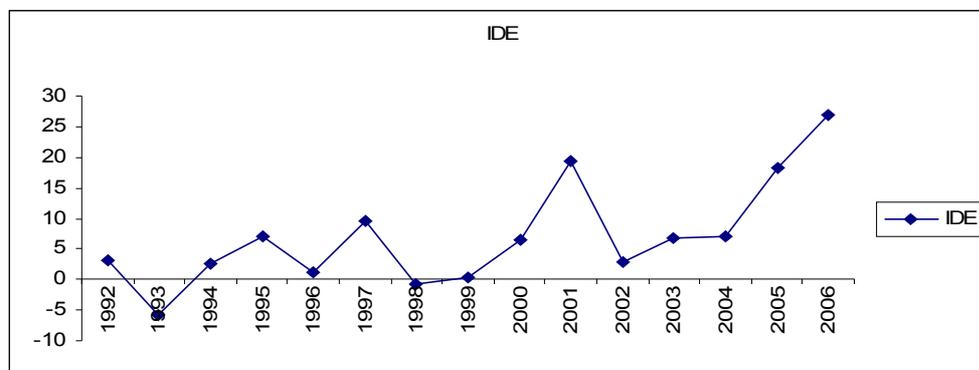
régressé en passant d'un excédent de 22.018 millions à un déficit de 2.019 millions en liaison avec le remboursement des bons du Trésor national souscrits par les ressortissants non-résidents de l'Union. Quant aux autres investissements, ils sont passés de 45.333 millions en 2005 à -673.636 millions en 2006.

Tableau 16 : Evolution des opérations financières
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
- Investissements directs	2.874	6.665	6.998	18.311	26.941
- Investissements de portefeuille	262	1.479	2.519	22.018	-2.019
- Autres investissements	41.331	38.192	-91.293	45.333	-673.636
Total des opérations financières	44.467	46.336	-81.776	85.662	-648.714

Source : BCEAO

Sur une longue période, le profil de l'investissement direct étranger (IDE) présente une évolution contrastée. Il a amorcé un trend ascendant depuis 2003, avec en moyenne une hausse de 17.417 millions sur la période 2004-2006.



Conformément aux recommandations de la 5ème édition du Manuel de balance des paiements, le financement exceptionnel n'a pas été retenu comme rubrique de balance des paiements. Les différentes rubriques qui le composent sont en effet ventilées au niveau du poste « Transferts de capital » pour les remises de dettes et « Autres investissements » pour les arriérés de paiements, les rééchelonnements et les autres financements.

Le niveau du financement exceptionnel s'est établi à 24.800 millions contre 21.200 millions en 2005. Cette progression provient de la hausse du montant des remises de dette, après le niveau exceptionnel atteint en 2004 à la suite de l'annulation par les membres du Club de Paris de leurs créances sur le Niger après l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Tableau 17 : Evolution du financement exceptionnel
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
1 – Remise de dettes	10.300	11.500	150.889	18.200	21.800
2 – Rééchelonnement	33.500	28.400	7.700	3.000	3.000
. Dette existante	33.500	28.400	7.700	3.000	3.000
. Arriérés					
3 – Variation d'arriérés					
. Accumulation d'arriérés					
. Remboursement d'arriérés					
4 – Annulation d'arriérés					
5 – Autres					
Total financement exceptionnel	43.800	39.900	158.589	21.200	24.800

III. EVOLUTION DES COMPTES MONETAIRES

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit résiduel de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2006, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 88.021 millions en passant de 75.679 millions en 2005 à 163.700 millions en 2006. L'évolution à la baisse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une réduction des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à hauteur de 854 millions. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

1. AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale s'établissent à la fin de l'année 2006 à 168.365 millions contre 66.908 millions en 2005, soit une augmentation de 101.457 millions, reflétant l'impact de l'annulation de la dette du FMI dans le cadre de l'initiative IADM. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2002 :

Tableau 18 : Evolution des Avoirs et Engagements Extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006	2005/2006
Avoirs extérieurs	84.510	142.424	120.759	140.705	183.563	+42.858
Position de réserve	7.903	6.983	6.826	8.379	5.286	-3.093
DTS détenus	466	1.469	479	168	60	-108
Avoirs en devises (1)	76.048	133.793	113.200	132.158	178.217	+46.059
Autres créances	94	179	254	0		
Engagements extérieurs	74.278	72.340	71.767	73.797	15.198	-58.599
Recours aux crédits FMI	72.260	72.122	69.522	70.972	13.206	-57.766
Banques et Institutions Etrangères	2.004	610	1.309	2.412	1.215	-1.197
Engagements en Monnaie Etrang.	-	816	380	-	-	-
Autres Dépôts Etrangers	-	-	-	-	-	-
Transferts à exécuter	14	792	556	413	777	364
Avoirs Nets	10.232	68.084	48.992	66.908	168.365	101.457

Source : BCEAO

(1) La variation observée à partir de 2003, au niveau de la rubrique « Avoir en devises » résulte de la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

Ainsi qu'il apparaît dans le tableau 18, la hausse des avoirs officiels nets en 2006 provient de l'augmentation des avoirs en devises de 46.059 millions et d'une diminution des engagements envers le FMI de 57.766 millions.

2. AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont en revanche dégradés de 13.436 millions en passant de 8.771 millions en 2005 à -4.665 millions en 2006. Cette dégradation résulte de la hausse des engagements bruts à hauteur de 10.209 millions, à laquelle s'ajoute le repli des avoirs bruts (-3.227 millions). Le tableau ci-après retrace l'évolution décrite ci-dessus :

Tableau 19 : Evolution des avoirs et engagements des banques
(Montants en millions de F.CFA)

RUBRIQUES	2005	2006	2005/2006
Avoirs	+ 37.607	+34.380	-3.227
Engagements	-28.836	-39.045	-10.209
Position monétaire extérieure (1)	+ 8.771	-4.665	-13.436

Source : BCEAO

(1) Le signe - traduit une position extérieure débitrice. Le signe + traduit une position extérieure créditrice.

En définitive, l'ensemble des évolutions concernant le secteur monétaire s'est traduit par une amélioration de 88.021 millions imputable à une hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, ceux des banques ayant chuté. La prise en compte de la contrepartie nette positive des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI, conduit à un solde global de la balance des paiements excédentaire de 87.283 millions en 2006.

Tableau 20 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Variation des AEN de la B.C	9.502	17.999	19.092	-17.916	-101.457
Variation des AEN du Sect. Banc.	3.065	6.980	-10.224	5.557	13.436
Solde monétaire	12.567	24.979	8.868	-12.359	-88.021
Réévaluation	853	8.400	1.437	189	508
Solde global de la balance des paiements	-13.420	42.471*	-10.305	12.400	87.283

Source : BCEAO

* ajusté en rapport avec la modification de la méthode de détermination de la circulation fiduciaire.

IV. POSITION EXTERIEURE GLOBALE A FIN 2006

La position extérieure globale (PEG), qui résume l'état du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs au 31 décembre de chaque année, vient compléter les informations fournies par la balance des paiements. En plus des différentes composantes du compte d'opération financières, la PEG rend compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

Les avoirs et engagements financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde se présentent comme suit à fin 2006 :

Tableau 21 : Evolution de la position extérieure globale
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques de la PEG	2005	2006
A– Avoirs	203.254	265.794
Investissements directs à l'étranger	1.065	3.006
Investissements de portefeuille	9.120	15.562
Autres investissements	52.135	63.663
Avoirs de réserve	140.934	183.563
Dont position de réserve au FMI	8.379	5.286
B – Engagements	1.153.296	449.019
Investissements directs de l'étranger dans l'écon.	55.584	80.238
Investissement de portefeuille	14.244	11.983
Autres investissements	1.083.468	356.798
Dont encours de la dette publique extérieure	947.670	267.335
Position extérieure nette (A-B)	- 950.042	-183.225

Source : BCEAO

N.B. : il subsiste une différence entre les flux enregistrés dans la balance des paiements et la variation de la position extérieure globale liée essentiellement aux fluctuations de l'échantillon des unités déclarantes.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 265.794 millions en 2006, en hausse de 62.540 millions par rapport à 2005. Cette évolution est imputable à l'augmentation de tous les postes de cette rubrique, en particulier les avoirs de réserves (+42.629 millions) et les autres investissements (+11.528 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 449.019 millions en 2006 contre 1.153.296 millions en 2005, d'où une baisse de 704.277 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse des autres investissements, principalement l'encours de la dette publique extérieure (-726.670 millions).

Des évolutions ci-dessus, il résulte une amélioration de la position extérieure débitrice du Niger, qui passe ainsi de 950,0 milliards à 183,2 milliards entre 2005 et 2006.

V. TABLEAUX DE CONCORDANCES DES STATISTIQUES MONÉTAIRES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les tableaux 22 et 23 ci-après permettent de réconcilier les données relatives aux avoirs et engagements extérieurs du système bancaire telles qu'elles ressortent des statistiques monétaires⁷ et de la balance des paiements.

⁷ Dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du manuel des statistiques monétaires, les avoirs en devises sont désormais évalués au cours du marché. Cette procédure a été utilisée à partir de 2005 contrairement aux années précédentes où ils étaient évalués au 30 avril.

Tableau 22 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements
et avoirs extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de F.CFA)

AVOIRS EXTERIEURS	
Selon I.F.S*. ligne 11	184.700
Ajustements**	-1.137
Total des avoirs balance des paiements	183.563
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	
Selon I.F.S. ligne 16.c	15.200
Recours au crédit du FMI	
selon I.F.S.	13.188
selon balance des paiements	13.206
Ajustements**	-2
Total des engagements balance des paiements	15.198

Source : BCEAO

* International Financial Statistics (FMI). ** Pour tenir compte des écarts dus aux différences des cours du DTS appliqués dans les I.F.S. (fin décembre) et par la Banque Centrale (fin avril).

La comparaison des données monétaires contenues dans la base FISEC et celles issues de la balance des paiements a pu être effectuée en tenant compte des éléments entrant dans le calcul de chacune des deux catégories de statistiques. S'agissant des avoirs et engagements de la Banque Centrale indiqués au tableau 22, ils sont ressortis inférieurs aux niveaux relevés dans IFS. Il en résulte des écarts de 1.137 millions pour les avoirs et 2 millions pour les engagements.

Tableau 23 : Tableau de réconciliation IFS - balance des paiements
des avoirs et engagements des autres institutions monétaires

(Montants en millions de FCFA)

AVOIRS	
Statistiques monétaires (données FISEC*)	44.450
Valeur à l'encaissement non disponible	3.008
Titres d'investissement	1.342
Titres de placement	4.521
Billets externes UMOA	2.766
Débiteurs divers	0
Ajustements	-10.070
Total des avoirs balance des paiements	34.380
ENGAGEMENTS	
Statistiques monétaires (données FISEC)	50.270
Comptes exigibles après encaissement	3.664
Ajustements	-11.225
Total des engagements balance des paiements	39.045

Source : BCEAO

* Fichier des Situations des Etablissements de Crédit (BCEAO), voir IFS ligne 21

Il ressort du tableau 23 ci-dessus, relatif à la situation des avoirs et engagements des institutions monétaires retracées dans FISEC, que le montant des avoirs des institutions monétaires se sont établis à 44.450 millions contre 48.000 millions en 2005. En comparaison du montant indiqué dans IFS (ligne 21), il en résulte un écart relatif de 450 millions. Le rapprochement entre les avoirs de la balance des paiements (34.380 millions) et ceux de la base FISEC (44.450 millions) fait ressortir un écart de 10.070 millions. Pour ce qui concerne les engagements, le niveau indiqué dans la balance des paiements est ressorti à 39.045 millions contre 50.270 millions dans FISEC, il en résulte un ajustement de 11.225 millions ou 28,7% en valeur relative.

CONCLUSION

Pour la deuxième année consécutive, la balance des paiements du Niger affiche un solde créditeur. Il faudrait remonter à la période 2000-2001 pour trouver une situation comparable.

En outre, les performances enregistrées en 2006 apparaissent bien meilleures que celles de l'année 2005. En effet, les principaux soldes caractéristiques de la balance des paiements 2006 présentent des niveaux plus appréciables que ceux de l'année 2005. Le solde déficitaire de la balance commerciale est passé de 154 milliards en 2005 à 126 milliards en 2006, soit une amélioration de 28 milliards. Le solde déficitaire de la balance des transactions courantes s'est stabilisé, en ressortant à 164 milliards en 2006. Le compte de capital et d'opérations financières s'est situé à 260,7 milliards contre 185 milliards en 2005, accusant une progression de 75,4 milliards, due à l'évolution du compte de capital qui passe de 99,3 milliards à 909,4 milliards entre 2005 et 2006. Globalement, le solde de la balance des paiements passe de 12,4 milliards en 2005 à 87,3 milliards en 2006.

Les performances de l'année 2006 sont attribuables essentiellement aux bons résultats de la campagne agricole 2005/2006, qui ont entraîné une hausse des exportations agropastorales, et des conditions favorables de l'environnement international, notamment l'allègement de la dette multilatérale dans le cadre de l'initiative IADM, malgré la hausse du prix international du baril de pétrole.

S'agissant de la campagne agricole 2006/2007, elle affiche un niveau de production de 7.855.203 tonnes, en progression de 980.497 tonnes par rapport à l'année 2005. En particulier, la production de céréales est passée de 4.256.924 tonnes en 2005 à 4.786.107 tonnes en 2006. Ces bons résultats, au sortir de la situation de crise alimentaire de 2005, ont permis de baisser le niveau des importations, notamment celles des produits alimentaires, qui accusent une baisse de 27,8 milliards.

L'éligibilité du Niger à l'initiative IADM décidée par les pays membres du G7 lors de leur sommet de Greentagles en 2005, a permis au Niger de bénéficier d'un allègement conséquent de sa dette extérieure, à hauteur de 784,3 milliards, après un allègement de 150,9 milliards obtenu en 2004 des pays membres du Club de Paris à la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. L'analyse de la viabilité de la dette extérieure du Niger montre qu'elle est désormais soutenable.

A court terme, le dynamisme actuel du secteur minier va influencer favorablement les paiements extérieurs du Niger. Ceux-ci restent cependant tributaires de l'évolution des conditions agro-climatiques.

ANNEXES

Annexe 1 : Evolution de la balance des paiements (optique BCEAO)

(Montants en millions de F.CFA)

Intitulés	2002	2003	2003*	2004	2005	2006
Comptes des transactions courantes	-114.885	-127.098	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045
. Biens	-63.930	-79.422	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668
- Marchandises générales	-57.508	-72.890	-72.890	-88.781	-185.514	-156.894
Exportations	193.100	200.824	200.824	214.182	209.389	230.241
Importations	-250.608	-273.714	-273.714	-302.963	-394.903	-387.135
- Autres biens	-6.422	-6.532	-6.532	7.941	31.552	31.226
Exportations	1.669	3.657	3.657	16.529	42.511	35.367
Importations	-8.091	-10.189	-10.189	-8.588	-10.959	-4.141
. Services	-70.885	-75.098	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432
- Transports:	-70.153	-75.341	-75.341	-82.448	-108.036	-113.908
dont fret	-62.212	-65.996	-65.996	-73.164	-102.714	-108.756
- Voyages	2.164	3.085	3.085	4.684	6.763	4.432
- Services fournis ou reçus par les ad.	-7.185	-6.045	-6.045	-3.212	311	2.492
- Autres services	4.289	3.203	3.203	-8.211	-210	-16.581
. Revenus	-16.871	-15.186	-15.186	-6.810	-5.012	634
- Rémunération des salariés	6.065	6.995	6.995	7.184	9.709	14.120
- Revenus des investissements:	-22.936	-22.181	-22.181	-13.994	-14.721	-13.486
dont intérêts sur dette publique	-21.212	-16.079	-16.079	-7.683	-8.000	-2.933
. Transferts courants	36.801	42.608	42.608	54.877	95.834	85.421
- Administrations publiques	28.129	32.867	32.867	38.644	58.403	43.853
- Autres secteurs	8.672	9.741	9.741	16.233	37.431	41.568
Compte de capital et d'op.financières	108.854	100.400	100.400	121.367	184.991	260.730
. Capital	64.387	54.064	54.064	203.143	99.329	909.444
. Transferts de capital	64.432	54.138	54.138	203.143	99.329	909.444
- Administrations publiques	56.460	51.334	51.334	197.671	95.475	871.988
Remises de dettes	10.300	11.500	11.500	150.889	18.200	794.513
Autres	45.760	39.420	39.420	46.500	77.103	77.282
- Autres secteurs	7.972	2.804	2.804	5.472	3.854	7.056
. Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	-45	-74	-74			30.400
. Opérations financières	44.467	46.336	46.336	-81.776	85.662	-648.714
. Investissements directs	2.874	6.665	6.665	6.998	18.311	26.941
- De l'économie à l'étranger	1.198	-2	-2	-3.738	2.332	512
- De l'étranger dans l'économie	1.676	6.667	6.667	10.736	15.979	26.429
. Investissements de portefeuille	262	1.479	1.479	2.519	22.018	-2.019
- Avoirs	-587	-2.533	-2.533	-109	-418	123
- Engagements	849	4.012	4.012	2.628	22.436	-2.142
. Autres investissements	41.331	38.192	38.192	-91.293	45.333	-673.636
- Avoirs	-563	-21.693	-21.693	-32.711	-6.846	-18.980
- Engagements	41.894	59.885	59.885	-58.582	52.179	-654.656
Pour mémoire						
. Financements exceptionnels	43.800	39.900	39.900	159.189	21.200	24.800
Rééchelonnements	33.500	28.400	28.400	7.700	3.000	3.000
Remises de dettes	10.300	11.500	11.500	150.889	18.200	21.800
Variation d'arriérés						
Autres				600		
. Erreurs et omissions	-7.389	-6.681	-6.681	-9.712	-8.279	-9.402
. Ajustement suite révision			75.850			
Solde global	-13.420	-33.379	42.471	-10.305	12.400	87.283
. Avoirs et engagements extérieurs	13.420	33.379	-42.471	10.305	-12.400	-87.283
- Autorités monétaires	10.355	26.399	-49.451	20.529	-17.957	-100.718
Avoirs	-3.797	16.817	-57.851	21.497	-20.201	-42.975
Engagements	14.152	9.582	62	-968	2.244	-57.743
Pour mémoire						
Contreparties de réévaluation des comptes	853	8.400	8.400	1.437	189	508
- Banques	3.065	6.980	6.980	-10.224	5.557	13.435
Avoirs	11.407	-2.924	-2.924	-5.754	-3.391	3.226
Engagements	-8.342	9.904	9.904	-4.470	8.948	10.209

* Le solde de l'année 2003 a été ajusté pour tenir compte de la révision de la circulation fiduciaire, suite à la mise en application des nouveaux coefficients de tri, à compter de décembre 2003.

Annexe 2 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2006 (optique BCEAO)
(Montants en millions de F.CFA)

Intitulés	CREDIT	DEBIT	SOLDE
Comptes des transactions courantes	447.717	611.762	-164.045
. Biens	265.608	391.276	-125.668
- Marchandises générales	230.241	387.135	-156.894
Exportations	230.241		230.241
Importations		387.135	-387.135
- Autres biens	35.367	4.141	31.226
Exportations	35.367		35.367
Importations		4.141	-4.141
.Services	47.351	171.783	-124.432
-Transports:	4.612	118.520	-113.908
dont fret	2.180	110.936	-108.756
-Voyages	18.872	14.440	4.432
-Services fournis ou reçus par les ad.	3.549	1.057	2.492
-Autres services	20.318	37.766	-17.448
.Revenus	30.464	29.830	634
-Rémunération des salariés	15.187	1.067	14.120
-Revenus des investissements:	15.277	28.763	-13.486
dont intérêts sur dette publique		2.933	-2.933
.Transferts courants	104.294	18.873	85.421
-Administrations publiques	48.068	4.215	43.853
-Autres secteurs	56.226	14.658	41.568
Compte de capital et d'op.financières	1.027.051	766.321	260.730
.Capital	909.444		909.444
.Transferts de capital	909.444		909.444
.administrations publiques	871.988		871.988
Remises de dettes	794.513		794.513
Autres	77.282		77.282
.autres secteurs	7.056		7.056
.Acquis. et cess. d'actifs n. fin.n.pdts	30.400		30.400
.Opérations financières	117.607	766.321	-648.714
.Investissements directs	36.939	9.998	26.941
-De l'économie à l'étranger	1.673	1.161	512
-De l'étranger dans l'économie	35.266	8.837	26.429
.Investissements de portefeuille	240	2.259	-2.019
-Avoirs	229	106	123
-Engagements	11	2.153	-2.142
.Autres investissements	80.428	754.064	-673.636
-Avoirs	4.186	23.166	-18.980
Administrations publiques	0	0	0
Autres secteurs	4.186	23.166	-18.980
-Engagements	76.242	730.898	-654.656
Administrations publiques	62.910	726.000	-663.090
Autres secteurs	13.332	4.898	8.434
Pour mémoire			
.Financements exceptionnels	24.800		24.800
Rééchelonnements	3.000		3.000
Remises de dettes	21.800		21.800
Variation d'arriérés			
Autres			
.Erreurs et omissions		9.402	-9.402
Solde global	748.382	697.099	87.283
.Avoirs et engagements extérieurs	25.646	112.747	-87.283
-Autorités monétaires	4.062	104.780	-100.718
Avoirs	3.201	46.176	-42.975
Engagements	861	58.604	-57.743
Pour mémoire			
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	854	346	508
-Banques	21.402	7.967	13.435
Avoirs	7.309	4.083	3.226
Engagements	14.093	3.884	10.209

Annexe 3 : Structure et évolution de la balance des transactions courantes
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Biens	-63.930	-79.422	-80.840	-153.962	-125.668
<i>dont : marchandises</i>	-57.508	-72.890	-88.781	-185.514	-156.894
Services Nets	-70.885	-75.098	-89.187	-101.172	-124.432
Revenus Nets	-16.871	-15.186	-6.810	-5.012	634
Transferts courants Nets	36.801	42.608	54.877	95.834	85.421
Balance des paiements courants (BPC)	-114.885	-127.098	-121.960	-164.312	-164.045
PIB nominal	1.439.530	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459
BPC hors dons /PIB (%)	-9,9	-8,6	-8,0	-9,4	-8,8

Source : BCEAO

Annexe 4 : Evolution des exportations de marchandises ajustées par principaux produits
(Quantité en tonnes, valeur en millions de F.CFA)

Rubriques	2002		2003		2004		2005		2006	
	Quant.	Valeur								
Uranium	2.960	3.120	3.120	62.456	3.340	70.140	3.400	78.540	3.160	79.632
Bétail	52.966	39.231	39.231	36.711	35.817	26.802	42.391	31.796	53.798	35.507
Oignons	49.181	45.707	45.707	13.756	93.261	35.720	83.205	38.441	75.415	37.708
Niébé	26.400	43.583	43.583	7.577	40.761	14.039	28.477	13.472	52.749	18.462
Autres mar gén.	51.764	33.218	33.218	72.600	38.071	67.481	73.683	47.140	129.323	58.932
<i>dont réexp.</i>	22.186	27.205	27.205	23.955	27.100	21.353	46.195	29.967	103.458	31.405
Marchandises gén.	183.271	164.859	164.859	193.100	211.250	214.182	231.156	209.389	353.479	230.241
Autres biens				1.669		16.529		42.511		35.367
Dont or				-	2	10.751	5	34.239	2,6	24.274
TOTAL GENERAL	183.271	164.859	164.859	194.769	211.250	230.711	231.156	251.900	356.088	265.608

Source : BCEAO

Annexe 5 : Evolution des exportations de marchandises générales par produits
(Quantité en tonnes, valeur en millions de F CFA)

Rubriques	2002		2003		2004**		2005		2006	
	Quant.	Valeur								
Uranium	2.960	62.456	3.120	65.520	3.340	70.140	3.400	78.540	3.160	79.632
Bétail	52.966	24.614	39.231	26.265	32.542	22.383	36.495	19.325	46.781	26.692
Oignons	49.181	4.936	45.707	12.628	88.820	14.511	68.392	12.419	68.559	11.738
Niébé	7.257	2.036	5.876	1.619	13.353	1.355	7.319	1.325	2.905	385
Autres dont (1)	70.725	36.316	70.925	26.661	82.502	44.721	66.637	33.074	135.728	51.999
Réexportations	22.186	23.955	27.205	17.816	27.100	21.353	46.194	29.967	103.458	31.405
Total statistiques Officielles	183.089	130.358	164.859	132.693	214.595	153.110	189.916	182.903	257.133	170.446
Ajustement de Valeur	-	30.559	-	24.053	-	32.874	-	41.844	-	57.180
Ajustement de Champ	-	32.183	-	44.078	-	28.198	-	-15.358	-	2.615
Exportations Ajustées	-	193.100	-	200.824	-	214.182	-	209.389	-	230.241

Source : Institut National de la Statistique (INS)

** Les données du commerce général pour l'année 2004 sont calculées à partir des statistiques du commerce général communiquées par l'INS et le poste de douane Niamey Rive-droite. En effet, en 2004 avec la mise en exploitation d'une nouvelle version de SYDONIA, incompatible avec la version EUROTRACE de l'Institut, il n'a pas été possible d'opérer un traitement unique.

(1) l'évolution atypique du poste « autres exportations » constitué de produits de réexportation et de produits originaires du Niger sur la période antérieure à 2005 est due à une erreur de comptabilisation des réexportations qui ont été enregistrées à tort dans les produits originaires.

Annexe 6 : Evolution des importations CAF de marchandises

(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	100.172	96.054	90.617	123.954	111.334
Produits énergétiques	34.258	44.317	51.192	56.870	64.119
Biens intermédiaires	17.399	14.937	12.055	19.508	24.357
Biens d'équipement	78.260	84.804	116.557	115.148	100.323
Autres	72.396	84.592	88.165	73.141	145.659
Total suivant statistiques officielles	302.485	324.704	358.586	388.621	445.792
Ajustement de valeur	2.157	3.677	2.578	83.708	49.477
Ajustement de champ	9.509	13.521	14.448	25.240	1.057
Importations totales (CAF)	314.151	341.902	375.654	497.569	496.326

Source: Institut National de la Statistique (INS) et DGD pour les statistiques officielles et BCEAO pour les ajustements

Annexe 7 : Evolution des principales marchandises importées (valeur CAF)
(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	100.172	96.054	90.617	123.954	111.334
- riz	33.012	21.904	31.385	49.474	33.425
- blé et farine de blé	8.840	7.541	5.575	7.349	8.526
- oléagineux	19.599	22.988	14.721	15.957	17.886
- produits laitiers	8.253	7.643	7.798	9.105	12.990
- sucres et sucreries	7.864	14.435	12.980	12.983	11.030
- autres	22.604	21.543	25.956	12.558	17.577
Produits énergétiques	34.258	44.317	51.192	56.870	64.119
- produits pétroliers raffinés	31.558	42.439	41.667	49.920	55.110
Biens d'équipement	78.260	84.804	112.956	115.148	100.323
- camion ,	17.815	22.219	29.645	27.219	31.944
- machines – outils etc..	35.326	40.723	42.837	46.148	35.539
- matériaux de construction	9.912	9.310	16.185	20.443	22.122
- autres	15.207	12.552	24.289	26.010	29.272
Autres importations	89.795	99.529	103.863	92.650	170.016
dont Tabacs	13.377	11.374	12.146	8.375	9.900
habillement-linge	12.970	16.598	12.744	23.893	25.206
produits pharmaceutiques	8.435	9.671	19.260	10.299	18.640
tissus et fils	12.319	11.545	9.487	7.613	8.317
Total suivant commerce extérieur	302.485	324.704	358.628	388.621	445.792
Ajustement de valeur	2.157	3.677	2.578	83.708	49.477
Ajustement de champ	9.509	13.521	14.448	25.240	1.057
Importations totales (CAF)	314.151	341.902	375.654	497.569	496.326

* **Source** : Institut National de la Statistique (INS) et la BCEAO (pour les ajustements)

Annexe 8.1 : Evolution des importations de produits alimentaires et de produits pétroliers
(valeur CAF), avant ajustement

(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2002	2003	2004	2005	2006
Produits alimentaires	100.172	96.054	90.617	123.954	111.334
Produits énergétiques	34.260	44.317	51.192	56.870	64.119
TOTAL (1)	134.432	140.371	141.809	180.824	175.453
PIB nominal (2)	1.439.531	1.471.712	1.530.443	1.755.048	1.859.459
Importations /PIB ((1)/(2))	9,3%	9,5%	9,3%	10,3%	9,4%

Source : INS (commerce général)

Annexe 8.2 : Evolution des importations de produits alimentaires
et de produits pétroliers (valeur CAF) après ajustement

(Montants en millions de F.CFA)

Rubriques	2006
Produits alimentaires	134.207
dont :	
– riz	43.934
– autres céréales	9.576
Produits énergétiques	64.051
– produits pétroliers raffinés (carburants, huiles, graisse) déclarés	42.054
– produits pétroliers raffinés non déclarés	13.358
– Energie électrique	7.013
– Autres (bitume, gaz...)	1.626
TOTAL (1)	198.258
PIB nominal (2)	1.859.459
Ratio des import. des produits alimentaires / PIB	7,2%
Ratio des import. Des produits énergétiques / PIB	3,4%

Source : BCEAO

Annexe 9 : Présentation détaillée de la Balance des paiements 2006

(Montants en millions de F.CFA)

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	447 717	611 762	-164 045
4 1 00	Biens	265 608	391 276	-125 668
4 1 10	.Marchandises générales	230 241	387 135	-156 894
4 1 50	.Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	. Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	. Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	.Réparations de biens		406	-406
4 1 70	.Achats de biens dans les ports par les transporteurs	11 093	3 735	7 358
4 1 71	. Dans les ports maritimes			
4 1 72	. Dans les aéroports	6 481		6 481
4 1 73	. Dans d'autres ports	4 612	3 735	877
4 1 80	.Or non monétaire	24 274		24 274
4 1 81	. Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	. Détenu à d'autres fins	24 274		24 274
4 2 00	Services	47 351	171 783	-124 432
4 2 05	.Transports	4 612	118 520	-113 908
4 2 06	.Transports maritimes	52	88 267	-88 215
4 2 07	. Passagers			
4 2 08	. Fret		88 267	-88 267
4 2 09	. Autres	52		52
4 2 10	.Transports aériens	748	10 526	-9 778
4 2 11	. Passagers		7 066	-7 066
4 2 12	. Fret		2 942	-2 942

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 13	. Autres	748	518	230
4 2 14	.Autres transports	3 812	19 727	-15 915
4 2 15	. Passagers	1 632		1 632
4 2 16	. Fret	2 180	19 727	-17 547
4 2 17	. Autres			
4 2 36	.Voyages	18 872	14 440	4 432
4 2 37	. Voyages à titre professionnel	12 216	9 773	2 443
4 2 38	. Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	. Autres	4 591	9 773	-5 182
4 2 40	. Voyages à titre personnel	6 656	4 667	1 989
4 2 41	. Pour raisons de santé	66	264	-198
4 2 42	. A but éducatif	158	2 525	-2 367
4 2 43	. A d'autres fins	6 432	1 878	4 554
4 2 45	.Services de communication	15 503	12 575	2 928
4 2 49	. Services de bâtiment et travaux publics	419	421	-2
4 2 53	.Services d'assurances	411	3 637	-3 226
4 2 54	. Compagnies d'assurance vie et caisses de pension			
4 2 55	. Assurance du fret		1 796	-1 796
4 2 56	. Autres assurances directes	77	226	-149
4 2 57	. Réassurance		1 615	-1 615
4 2 58	. Services auxiliaires	334		334
4 2 60	.Services financiers	1 525	1 675	-150
4 2 62	.Services d'informatique et d'information	27	4 809	-4 782
4 2 66	.Redevances et droits de licence		254	-254
4 2 68	.Autres services aux entreprises	2 415	11 117	-8 702
4 2 69	. Négoce international et autres services liés au commerce		33	-33

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 2 70	. Négoce international		5	-5
4 2 71	. Autres		28	-28
4 2 72	. Location-exploitation			
4 2 73	. Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	2 415	11 084	-8 669
4 2 74	. Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p.			
4 2 75	. Services juridiques			
4 2 76	. Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal.			
4 2 77	. Conseil en gestion des entreprises et relations publiques			
4 2 78	. Publicité, études de marché et sondages d'opinion	540	53	487
4 2 79	. Recherche et développement	46		46
4 2 80	. Architecture, ingénierie et autres services techniques	3		3
4 2 81	. Services agricoles, miniers et traitement sur place			
4 2 82	. Traitement des déchets et dépollution			
4 2 83	. Autres			
4 2 84	. Autres services		3 243	-3 243
4 2 85	. Services entre entreprises apparentées n.c.a			
4 2 87	. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	18	3 278	-3 260
4 2 88	. Services audiovisuels et connexes	18	140	-122
4 2 89	. Autres			
4 2 91	. Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	3 549	1 057	2 492
4 2 92	. Ambassades et consulats	108	1 057	-949
4 2 93	. Unités et organismes militaires			
4 2 94	. Autres	3 441		3 441

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 00	Revenus	30 464	29 830	634
4 3 10	.Rémunération des salariés	15 187	1 067	14 120
4 3 20	.Revenus des investissements	15 277	28 763	-13 486
4 3 30	. Investissements directs	8 348	15 052	-6 704
4 3 31	. Revenus des titres de participation	8 348	13 873	-5 525
4 3 32	. Dividendes et bénéfices distribués		2 667	-2 667
4 3 33	. Bénéfices réinvestis	8 348	11 206	-2 858
4 3 34	. Revenus des titres de créance		1 179	-1 179
4 3 39	. Investissements de portefeuille	366	3 007	-2 641
4 3 40	. Revenu des titres de participation	111	1 323	-1 212
4 3 41	. Autorités monétaires			
4 3 42	. Administrations publiques			
4 3 43	. Banques	111	507	-396
4 3 44	. Autres secteurs	0	816	-816
4 3 49	. Revenus des titres de créance	255	1 684	-1 429
4 3 50	. Obligations et autres titres d'emprunt	81	1 684	-1 603
4 3 51	. Autorités monétaires			
4 3 52	. Administrations publiques			
4 3 53	. Banques	75	249	-174
4 3 54	. Autres secteurs	6	1 435	-1 429
4 3 60	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	174		174
4 3 61	. Autorités monétaires			
4 3 62	. Administrations publiques			
4 3 63	. Banques	174		174
4 3 64	. Autres secteurs			
4 3 70	. Autres investissements	6 563	10 704	-4 141

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 3 71	. Autorités monétaires	286	311	-25
4 3 72	. Administrations publiques		9 354	-9 354
4 3 73	. Banques	6 253	867	5 386
4 3 74	. Autres secteurs	24	172	-148
4 3 79	Transferts courants	104 294	18 873	85 421
4 3 80	.Administrations publiques	48 068	4 215	43 853
4 3 90	.Autres secteurs	56 226	14 658	41 568
4 3 91	. Envois de fonds des travailleurs	25 655	14 236	11 419
4 3 92	. Autres transferts	30 571	422	30 149
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	1 052 515	879 068	173 447
4 9 94	Compte de capital	909 444		909 444
4 4 00	.Transferts de capital	879 044		879 044
4 4 01	. Administrations publiques	871 988		871 988
4 4 02	. Remises de dettes	794 513		794 513
4 4 10	. Autres	77 282		77 282
4 4 30	. Autres secteurs	7 056		7 056
4 4 31	. Transferts des migrants			
4 4 32	. Remises de dettes			
4 4 40	. Autres transferts	7 056		7 056
4 4 80	. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	30 400		30 400
4 9 95	Compte d'opérations financières	143 071	879 068	-735 997
4 5 00	Investissements directs	36 939	9 998	26 941
4 5 05	.De l'économie à l'étranger	1 673	1 161	512

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	284	714	-430
4 5 10	. Capital social	19	612	-593
4 5 25	. Bénéfices réinvestis	265	102	163
4 5 30	. Autres transactions	1 389	447	942
4 5 35	. Créances sur les entreprises apparentées	0	423	-423
4 5 40	. Engagements envers les entreprises apparentées	1 389	24	1 365
4 5 55	.De l'étranger dans l'économie	35 266	8 837	26 429
4 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	17 436	8 246	9 190
4 5 60	. Capital social	6 495		6 495
4 5 75	. Bénéfices réinvestis	10 941	8 246	2 695
4 5 80	. Autres transactions	17 830	591	17 239
4 5 85	. Créances sur les investisseurs directs		372	-372
4 5 90	. Engagements envers les investisseurs directs	17 830	219	17 611
4 6 00	Investissements de portefeuille	240	2 259	-2 019
4 6 02	. Avoirs	229	106	123
4 6 10	. Titres de participation	229		229
4 6 11	. Autorités monétaires			
4 6 12	. Administrations publiques			
4 6 13	. Banques			
4 6 14	. Autres secteurs	229		229
4 6 19	. Titres de créances		106	-106
4 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt		106	-106
4 6 21	. Autorités monétaires			
4 6 22	. Administrations publiques			
4 6 23	. Banques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 24	. Autres secteurs		106	-106
4 6 30	. Instruments du marché monétaire			
4 6 31	. Autorités monétaires			
4 6 32	. Administrations publiques			
4 6 33	. Banques			
4 6 34	. Autres secteurs			
4 6 40	. Dérivés financiers			
4 6 41	. Autorités monétaires			
4 6 42	. Administrations publiques			
4 6 43	. Banques			
4 6 44	. Autres secteurs			
4 6 52	. Engagements	11	2 153	-2 142
4 6 60	. Titres de participation	2		2
4 6 63	. Banques			
4 6 64	. Autres secteurs	2		2
4 6 69	. Titres d'engagement	9	2 153	-2 144
4 6 70	. Obligations et autres titres d'emprunt	9	2 153	-2 144
4 6 71	. Autorités monétaires			
4 6 72	. Administrations publiques			
4 6 73	. Banques			
4 6 74	. Autres secteurs	9	2 153	-2 144
4 6 80	. Instruments du marché monétaire			
4 6 81	. Autorités monétaires			
4 6 82	. Administrations publiques			
4 6 83	. Banques			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 6 84	. Autres secteurs			
4 6 90	. Dérivés financiers			
4 6 91	. Autorités monétaires			
4 6 92	. Administrations publiques			
4 6 93	. Banques			
4 6 94	. Autres secteurs			
4 7 00	Autres investissements	102 691	820 635	-717 944
4 7 03	. Avoirs	11 495	27 249	-15 754
4 7 06	. Crédits commerciaux	3 879	8 701	-4 822
4 7 07	. Administrations publiques			
4 7 08	. Long terme			
4 7 09	. Court terme			
4 7 10	. Autres secteurs	3 879	8 701	-4 822
4 7 11	. Long terme			
4 7 12	. Court terme			
4 7 14	. Prêts	4 692	1 176	3 516
4 7 15	. Autorités monétaires			
4 7 17	. Long terme			
4 7 18	. Court terme			
4 7 19	. Administrations publiques			
4 7 20	. Long terme			
4 7 21	. Court terme			
4 7 22	. Banques	4 692	1 176	3 516
4 7 23	. Long terme	826	678	148
4 7 24	. Court terme	3 866	498	3 368

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 25	. Autres secteurs			
4 7 26	. Long terme			
4 7 27	. Court terme			
4 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	2 852	4 196	-1 344
4 7 31	. Autorités monétaires			
4 7 32	. Administrations publiques			
4 7 33	. Banques	2 568	2 394	174
4 7 34	. Autres secteurs	284	1 802	-1 518
4 7 36	. Autres avoirs	72	13 176	-13 104
4 7 37	. Autorités monétaires			
4 7 38	. Long terme			
4 7 39	. Court terme			
4 7 40	. Administrations publiques			
4 7 41	. Long terme			
4 7 42	. Court terme			
4 7 43	. Banques	49	513	-464
4 7 44	. Long terme		500	-500
4 7 45	. Court terme	49	13	36
4 7 46	. Autres secteurs	23	12 663	-12 640
4 7 47	. Long terme			
4 7 48	. Court terme			
4 7 53	. Engagements	91 196	793 386	-702 190
4 7 56	. Crédits commerciaux	6 584	4 607	1 977
4 7 57	. Administrations publiques			
4 7 58	. Long terme			
4 7 59	. Court terme			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 60	. Autres secteurs	6 584	4 607	1 977
4 7 61	. Long terme			
4 7 62	. Court terme			
4 7 64	. Prêts	72 915	784 013	-711 098
4 7 65	. Autorités monétaires	854	57 766	-56 912
4 7 66	. Utilisation des crédits et prêts du FMI	854	57 766	-56 912
4 7 67	. Autres prêts à long terme			
4 7 68	. Prêts à court terme			
4 7 69	. Administrations publiques	62 910	726 000	-663 090
4 7 70	. Long terme	62 910	726 000	-663 090
4 7 71	. Court terme			
4 7 72	. Banques	6 544		6 544
4 7 73	. Long terme	5 298		5 298
4 7 74	. Court terme	1 246		1 246
4 7 75	. Autres secteurs	2 607	247	2 360
4 7 76	. Long terme		247	-247
4 7 77	. Court terme			
4 7 80	. Monnaie fiduciaire et dépôts	7 556	3 884	3 672
4 7 81	. Autorités monétaires	7		7
4 7 83	. Banques	7 549	3 884	3 665
4 7 86	. Autres engagements	4 141	882	3 259
4 7 87	. Autorités monétaires		838	-838
4 7 88	. Long terme			
4 7 89	. Court terme			
4 7 90	. Administrations publiques			
4 7 91	. Long terme			

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 7 92	. Court terme			
4 7 93	. Banques			
4 7 94	. Long terme			
4 7 95	. Court terme			
4 7 96	. Autres secteurs	4 141	44	4 097
4 7 97	. Long terme			
4 7 98	. Court terme			
4 8 00	Avoirs de réserve	3 201	46 176	-42 975
4 8 10	. Or monétaire			
4 8 20	. DTS	108	4	104
4 8 30	. Position de réserve au FMI	3 093	342	2 751
4 8 40	. Avoirs en devises		45 830	-45 830
4 8 45	. Monnaie fiduciaire et dépôts		45 830	-45 830
4 8 50	. Auprès des autorités monétaires			
4 8 55	. Auprès des banques			
4 8 60	. Titres			
4 8 65	. Titres de participation			
4 8 70	. Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	. Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			
4 8 80	. Autres créances			
4 9 98	Erreurs et omissions nettes		9 402	-9 402

Annexe 10 : Note méthodologique sur la confection de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA

Les premiers états de la balance des paiements en terme de transactions, élaborés sur la base de la méthodologie recommandée par la 5ème édition du Manuel de balance des paiements élaborée par le FMI, ont été produits à partir de 1996.

Les comptes extérieurs sont établis à partir de données d'enquête et, dans ce cadre, la section en charge de la confection de cet état suit un échantillon d'entreprises dont le taux de couverture avoisine 90% en terme de chiffre d'affaires à l'importation. Cet échantillon, qui était composé de 284 structures au titre de l'année 2006, constitue une base sur laquelle s'effectuent des extrapolations et des estimations. Le taux de réponse tourne autour de 70%.

Le compte courant extérieur

L'essentiel des informations relatives au compte des transactions courantes est obtenu à partir des questionnaires dûment remplis et retournés par les entreprises, qui renseignent sur la valeur des importations et des exportations, des services, des revenus des facteurs de production, etc.

Au niveau de la balance commerciale, les variables sont bien définies et les entreprises n'évoquent pas de problèmes particuliers pour remplir les questionnaires. Toutefois, et comme il a été signalé plus haut, les informations fournies ne couvrent pas la totalité des opérateurs, soit parce que ceux-ci ne sont pas identifiés, soit que certaines entreprises n'auraient pas répondu à temps au questionnaire. A cet égard, des sources d'informations complémentaires sur le commerce extérieur telles que la Direction Générale des Douanes (DGD) et l'Institut National de la Statistique (INS), permettent d'opérer des arbitrages. Par ailleurs, les frontières du Niger avec ses voisins, notamment le Nigeria, étant étendues et poreuses d'une part, et en raison de la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne d'autre part, des ajustements sont effectués en vue de prendre en compte les sorties et les entrées de marchandises non recensées par la DGD pour diverses raisons. Des coefficients de correction, estimés à partir de certains indices tels que les billets externes et les ratios de la comptabilité nationale, permettent de redresser partiellement les transactions, notamment sur les exportations de produits agropastoraux et les importations de produits alimentaires et pétroliers.

Les frets et assurances sont estimés sur la base de coefficients calculés à partir de résultats d'enquêtes périodiques auprès des opérateurs.

Une attention particulière est accordée aux transactions des représentations diplomatiques et à celles des organismes internationaux, dont les achats de biens et services sont considérés comme des services administratifs.

Au titre des revenus privés, sont enregistrés les salaires versés et les revenus au titre des dividendes, qui ont fait l'objet de règlement au cours de la période sous-revue au titre d'affectation de résultats antérieurs. La rémunération des salariés travaillant au sein des ambassades est enregistrée comme une entrée de revenu. Toutefois, pour diverses raisons, les ambassades ne sont pas toujours en mesure de répondre aux questionnaires. Cette situation dégrade le taux de réponse et est à l'origine de biais statistique. Pour réduire ce biais, des extrapolations sont effectuées sur la base des réponses reçues, l'effectif du personnel employé étant généralement la variable de contrôle.

Les intérêts payés au titre de la dette publique constituent la rubrique principale des revenus publics. Les informations sont fournies par les relevés comptables de la Direction de la Dette Publique et du Trésor National.

Les transferts courants privés portent globalement sur les versements aux caisses de retraite et les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, communiqués par les intermédiaires financiers et autres institutions de transfert de fonds (Western Union, Money GRAM, Niger Poste). Les transferts courants informels existent également. Ils sont estimés à l'aide de

coefficients d'enquête appliqués aux montants des transferts fournis par le canal classique. Une autre source importante qui alimente cette rubrique est constituée des réceptions de fonds par les ONG dans le cadre d'une partie de leurs interventions.

L'administration publique constitue également une source d'information importante. Les données sur les transferts publics portent sur les dons budgétaires, les contributions dans le cadre de la coopération et l'assistance technique, les aides alimentaires et militaires, etc. Globalement, elles sont rapprochées aux données du tableau des opérations financières de l'Etat et des autres administrations publiques, le TOFE du Niger étant établi seulement pour l'administration centrale. Le rapport annuel du PNUD demeure également une source fidèle, en raison de l'exhaustivité des informations fournies.

Le compte de capital et d'opérations financières

Au niveau du secteur privé, une part des transferts des migrants est destinée généralement à financer l'acquisition de logements, de champ, etc. Cette proportion, estimée selon les méthodes décrites plus haut, est comptabilisée au niveau des transferts de capital. Ces derniers portent également sur les dons destinés au financement de projets menés par les organisations non gouvernementales.

Les investissements directs et les investissements de portefeuille portent sur les titres de placement (actions, obligations, instruments du marché monétaire) et les créances et dettes vis-à-vis des filiales et des investisseurs directs. L'essentiel de ces informations est fourni par les entreprises ayant répondu aux questionnaires, ainsi que par les banques, interface financier entre les résidents et les non-résidents. Les données sont fournies en encours afin de renseigner la position extérieure globale. La participation individuelle au capital d'une société est considérée comme investissement direct lorsqu'elle est supérieure à 10% du total. Sinon, elle est enregistrée comme un investissement de portefeuille. En raison du caractère très instable des composantes de ces postes, une extrapolation à partir des réponses reçues est très hasardeuse. Le travail du statisticien de la balance des paiements consiste donc à réunir le maximum de questionnaires correctement remplis, en mettant l'accent sur les entreprises les plus représentatives.

Les prêts et avances sont enregistrés dans la rubrique des « autres investissements ». Pour le secteur privé, il s'agit des crédits clients et avances aux fournisseurs (ou des crédits fournisseurs et acomptes versés par les clients), les emprunts bancaires et autres institutions financières, les encaisses en devises et dépôts à l'étranger. Une bonne partie de l'information est donnée par les entreprises importantes et par les banques.

La Direction de la Dette Publique, le Trésor national et les autorités monétaires constituent les principales sources de renseignement sur la dette publique. La balance des paiements prend en compte les montants effectivement décaissés de la situation des prêts et des dons multilatéraux et bilatéraux en distinguant la dette contractée par le secteur public (dette publique) de la dette contractée par le secteur privé dont le remboursement n'est pas garanti par un organisme public (dette privée). Seules les obligations qui tombent à échéance au titre de la dette extérieure d'un pays figurent dans la balance des paiements et toutes les obligations qui tombent à échéance doivent y figurer. Ces dispositions permettent de comptabiliser les financements exceptionnels, en particulier la variation des arriérés et les échelonnements.

Quant aux utilisations des prêts et des crédits du FMI, elles sont déjà prises en compte dans les statistiques portant sur les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. La présentation-type de la balance des paiements les enregistre sous la rubrique « autres investissements » comme engagements de l'administration publique.

Conformément aux prescriptions contenues dans la 5ème édition du Manuel de balance des paiements du FMI, les erreurs et omissions nettes retracent, en vertu du principe de la comptabilité en partie double, la différence entre les écritures de crédit et celles de débit.

Annexe 11 : Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agropastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCAIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, les travaux de ce groupe de travail ne sont pas pour l'instant exploitables.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCAIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.





BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int